



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21954
21 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ARABE

LETRE DATEE DU 21 NOVEMBRE 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le
texte de l'interview que M. Saddam Hussein, Président de la République iraquienne,
a accordée à la chaîne de télévision américaine ABC le 15 novembre 1990.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente
lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Abdul Amir AL-ANBARI

Annexe

Le Président de la République iraquienne, M. Saddam Hussein, a accordé le 15 novembre 1990, une interview à M. Peter Jennings, envoyé spécial de la chaîne de télévision américaine ABC. Cette interview, dont on trouvera le texte ci-après, et qui a tourné autour de la situation dans le golfe arabe, a été diffusée par la chaîne susmentionnée le même jour.

ABC News : Monsieur le Président, il y a quelques mois, vous et les Etats-Unis d'Amérique étiez des amis, vous vendiez du pétrole aux Etats-Unis et ces derniers contribuaient au développement de l'Iraq; vous n'étiez pas des alliés mais vous étiez des amis. Aujourd'hui, les armées américaine et iraquienne se font face avant de se faire peut-être la guerre. Que pensez-vous des événements qui se sont produits jusqu'ici?

Le Président : En fait, il faudrait adresser cette question au Gouvernement américain, car c'est lui dont l'armée est venue jusqu'ici menacer la sécurité de la région. Nous restons néanmoins des amis du peuple américain et nous sommes toujours disposés à entretenir des relations avec les Etats-Unis d'Amérique, comme avec les autres pays, sur la base de la réciprocité et de la justice. Cela étant, il n'est pas très exact de dire que les Etats-Unis d'Amérique ont contribué au développement de l'Iraq. Au cours de la courte période qui a suivi le rétablissement des relations diplomatiques entre nos deux pays, les achats que nous effectuions aux Etats-Unis se limitaient de manière générale à des produits de consommation, des céréales notamment, et ont cessé par décision du Congrès, au mois de mars de cette année, c'est-à-dire cinq mois avant les événements du 2 août.

ABC News : Monsieur le Président, l'un de vos amis dans la région nous a dit il y a un jour ou deux qu'un mois auparavant, il évaluait à 75 % les risques de guerre dans la région, contre 25 % pour les chances de paix, mais qu'à présent, il pensait que les chances de paix étaient de 60 % et les risques de guerre de 40 %. Qu'en pensez-vous?

Le Président : Nous ne sommes pas dans les secrets du Gouvernement américain pour pouvoir quantifier ces choses là; ce n'est pas nous qui choisissons la guerre; si guerre il y a, elle sera le fait du Gouvernement américain et de ceux qui le poussent dans cette voie; nous ne sommes donc pas en mesure d'assigner des pourcentages précis aux risques de guerre ou de paix.

ABC News : Qui pousse le Gouvernement des Etats-Unis?

Le Président : A notre avis, le Gouvernement américain a fait une erreur d'appréciation et a pris à la hâte un certain nombre de mesures qui constituent aujourd'hui un lourd fardeau pour lui-même et pour l'humanité tout entière. Ceux qui l'ont poussé dans cette voie sont Thatcher, Israël, Hosni Moubarak et l'Ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington. Telle est notre opinion. Pour ce qui est de notre position à nous, nous disons de la manière la plus catégorique que nous voulons la paix et nous voulons la stabilité dans la région, comme nous espérons que la paix et la stabilité régneront sur toute la planète.

ABC News : Pouvons-nous alors, Monsieur le Président, parler de la paix ... ou du règlement pacifique de cette crise? Vous avez dit dans le passé, que vous étiez prêt à faire des sacrifices dans la guerre mais vous avez aussi dit au Ministre chinois des affaires étrangères que vous étiez disposé à faire des sacrifices pour parvenir à la paix... Serait-il possible d'être plus précis à ce sujet... Qu'entendez-vous par là?

Le Président : Lorsque vous détenez le pouvoir de faire la guerre ou la paix et que vous vous asseyez avec moi pour choisir ensuite la voie de la paix, alors vous réaliserez sans l'ombre d'un doute ce que sont les mesures qui constituent pour l'Iraq des sacrifices en faveur de la paix. A l'heure actuelle, nous pouvons dire qu'alors même que nous sommes, en tant que peuple et en tant que nation, prêts à faire des sacrifices en faveur de la paix, nous sommes tout aussi prêts à faire des sacrifices au cours de la guerre si celle-ci nous est imposée par autrui... Il est naturel que l'on conçoive la paix comme un acquis très important, un acquis qui s'étendra à toute la région et aura des effets bénéfiques pour toute la planète, et il est donc normal que les parties concernées par l'instauration d'une situation de paix consentent des sacrifices à cette fin; l'Iraq fait donc partie de ceux qui doivent consentir des sacrifices au service de la paix. Je vois que vous êtes tous les deux assis à droite, vous devez être des hommes de droites.

L'interprète : Il ne s'agit pas là d'un choix délibéré, Monsieur le Président.

ABC News : Vous conviendrez avec moi je crois, Monsieur le Président, que puisque nous sommes face à face, nous devons être directs.

Le Président : Tout à fait.

ABC News : Vous serait-il possible de nous donner quelques précisions ou réflexions supplémentaires sur l'instauration de la paix et sur la manière dont vous et la coalition qui s'oppose à vous pourriez retrouver le chemin de la paix?

Le Président : En premier lieu, dans toute recherche de la paix, il faut que soient réunies certaines conditions, au premier rang desquelles se trouve l'instauration d'un dialogue approfondi et complet entre les parties concernées, celles-ci devant toutes être psychologiquement et concrètement disposées à faire aller les choses de l'avant dans le sens de la paix, et psychologiquement et concrètement disposées à consentir au service de la paix des sacrifices à la hauteur de leur rang et de leur rôle. Prenons un exemple. Si l'on demandait à la Syrie d'assouplir sa position à l'égard du Liban, il serait très difficile à celle-ci d'opter pour la paix sans une contrepartie claire; à la souplesse qui lui est demandée doit correspondre un avantage pour elle. De même, en tant qu'Arabes, nous considérons la libération des territoires palestiniens, y compris Jérusalem, comme un gain collectif.

ABC News : Je voudrais, si vous le permettez, un exemple concernant l'Iraq et non la Syrie...

Le Président : Permettez-moi de finir ma démonstration. Si la Syrie obtient la libération du Golan et que, en tant que pays arabe et musulman, elle obtient la libération du territoire palestinien et qu'elle jouit de la paix complète dont elle est privée depuis qu'Israël a occupé la terre des Arabes et de la Palestine, alors, il n'y aurait plus d'humiliation pour la Syrie à assouplir sa position à l'égard du Liban. Cette souplesse serait un élément dans un règlement d'ensemble. En ce qui concerne l'Iraq, il s'agit là aussi d'un pays musulman et arabe, pour lequel la paix et la stabilité au Liban et la libération de la Palestine et du Golan constitueraient des gains, auxquels viendraient s'ajouter les avantages de la paix en soi, cette paix dont l'absence est la cause du complot ourdi contre l'Iraq et a conduit aux événements du 2 août. Tous ces exemples vous permettront de bien comprendre la situation.

ABC News : Monsieur le Président, d'aucuns pensent aux Etats-Unis que nous nous trouvons entre la guerre et la paix à propos de la question du Koweït; pourriez-vous nous dire comment vous voyez les choses sur ce plan, allons-nous vers la guerre ou vers la paix?

Le Président : Ce que j'espère, c'est que nous allons vers la paix et non vers la guerre... C'est le Gouvernement américain qui agit dans le sens de la guerre, mais une telle décision exige un examen minutieux et ne saurait être prise à la légère. Prenons un exemple. Nous estimons que la décision prise dernièrement par le Gouvernement américain d'envoyer 100 000 soldats supplémentaires dans la région facilite le glissement de ce gouvernement vers l'option guerrière et non vers la paix, alors que lorsque la force est uniquement suffisante pour défendre l'Arabie saoudite, ce qui était la première décision de Bush, les perspectives de paix sont bien meilleures si l'on veut trouver une solution à ce que l'on appelle la crise du Golfe.

ABC News : Monsieur le Président, je crains de ne pas avoir compris.

Le Président : Je dirais, pour être bref, que chaque fois que celui-ci qui décide de la guerre et de la paix constate que les forces dont il dispose peuvent occasionner des dommages à la partie adverse et le dispensent de rechercher la paix pour atteindre ses objectifs, on est en présence d'une situation qui conduit à la guerre. C'est ainsi que la présence prolongée des forces américaines dans des territoires qui renferment des lieux saints pour les Arabes et les musulmans, et l'augmentation périodique du nombre de ces forces, constitueront un fardeau pour les dirigeants américains, qui se retrouveront davantage enclins à opter pour la guerre plutôt que pour la paix.

ABC News : Vous dites donc, Monsieur le Président, que le Président Bush a, à votre avis, modifié les règles du jeu et qu'il a conféré à ses forces une plus grande capacité offensive afin de faire la guerre et non pour favoriser la paix?

Le Président : Le Président Bush a changé plusieurs fois d'objectif entre le 2 août et aujourd'hui. Au départ, il préférait dire que la mission essentielle de ses forces était d'assurer la défense de l'Arabie saoudite. Quelques jours après, il a commencé à introduire de nouveaux objectifs puis, quand on lui a reproché de défendre le maintien au pouvoir de l'ancienne famille régnante du Koweït, il a

commencé à parler du pétrole. Quand on lui a fait valoir que les Etats-Unis d'Amérique pouvaient acquérir du pétrole à leur guise et qu'ils n'avaient pas de raison de verser le sang de leurs enfants pour une denrée dont le pays n'est nullement privé, il a commencé à invoquer la morale et le droit international. Lorsqu'on lui a présenté d'autres situations où il ne s'est nullement comporté comme dans le cas présent, il a commencé à parler du danger qu'il y aurait à laisser l'Iraq se rendre maître d'une part importante des réserves mondiales de pétrole, part que le Gouvernement américain n'a cessé d'exagérer, la situant au début à 20 % et parlant à présent de 40 %. A l'instant même, je viens d'apprendre par la Voix de l'Amérique que le Président Bush compte se rendre en Arabie saoudite afin de remercier de vive voix les soldats américains et leur dire qu'ils se trouvent là pour défendre la paix.

ABC News : Vous vous trouvez face à une puissante coalition en Arabie saoudite, quelles sont à votre avis les intentions de cette coalition à votre égard? Veut-elle vous chasser du Koweït, affaiblir l'Iraq ou vous chasser personnellement du pouvoir? Comment voyez-vous la situation Monsieur le Président?

Le Président : Nous sommes fermement convaincus que certains dans cette coalition sont d'accord sur des objectifs communs et d'autres n'étaient dès le départ pas d'accord sur certains objectifs. Fondamentalement, il s'agit d'affaiblir l'Iraq, la réalisation de tout objectif parmi ceux que j'ai mentionnés étant un moyen d'y parvenir... Les Etats-Unis, par exemple, une fois que l'Union soviétique s'est retirée de la scène, se sont fourvoyés dans une volonté de dominer le monde entier. Les premiers visés par cette domination sont l'Europe et le Japon, et nous sommes convaincus que cette domination ne peut se réaliser que par une domination effective sur la région où se trouve le pétrole.

ABC News : Vous dites Monsieur le Président que les Etats-Unis veulent dominer l'Europe et le Japon et que, pour cela, ils veulent dominer le Golfe et les champs de pétrole?

Le Président : C'est exactement ce que j'ai dit. Israël, de son côté veut conserver les territoires arabes occupés et s'étendre géographiquement; il tient donc à ce qu'aucun Arabe ou Musulman ne soit en mesure de mettre le holà à ses agressions ... sur ce point, ses objectifs rejoignent ceux du Gouvernement américain. Quant à Hosni, qui fait la tournée des pays du Golfe la sébile à la main, ses complexes normalement inconnus chez nous, le poussent à faire du zèle dans les complots ourdis par les Etats-Unis d'Amérique et à faire tout ce que Bush veut de lui... Tous ces facteurs se sont conjugués et, avec d'autres facteurs, ont constitué le fondement de cette coalition.

ABC News : Dans ces conditions, pourriez-vous Monsieur le Président nous donner votre avis sur la manière dont les Etats-Unis d'Amérique et leurs autres alliés d'une part, et l'Iraq de l'autre, pourraient résoudre le problème ... quelle pourrait être la solution au problème du Koweït?

Le Président : Lorsque tout le monde sera convaincu qu'on ne peut s'entendre sans dialoguer, lorsqu'on comprendra que la crise du Golfe est un effet et non une cause, lorsqu'on s'attachera à trouver une solution globale, alors tous les problèmes seront résolus.

ABC News : Un dialogue entre qui et qui? ... où ce dialogue peut-il commencer?

Le Président : Entre ceux qui ont pour objectif d'attaquer et ceux qui se préparent à repousser l'attaque, avec la participation des parties, internationales et arabes, concernées par la paix et la sécurité internationales et la paix et la sécurité dans la région. En premier lieu, le Président Bush doit réaliser que la voie de la guerre n'est nullement honorable et que la voie de la paix est la plus avantageuse, ou plus exactement qu'elle est la meilleure solution pour le peuple américain et pour le monde entier.

ABC News : Vous avez soulevé deux points, Monsieur le Président, vous avez dit que Bush doit être convaincu de la nécessité d'un dialogue et de la paix et qu'il doit renoncer à la guerre. Cela veut-il dire que Bush et le Président Saddam Hussein doivent se rencontrer pour discuter de l'instauration de la paix, ou que l'Iraq et l'Arabie saoudite doivent discuter de cette question, ou qu'il y a des intermédiaires qui auraient votre confiance et qui pourraient collaborer avec vous et le Président Bush en vue de réaliser la paix?

Le Président : Ce qui importe, c'est le principe ... d'une part, l'Iraq considère que le dialogue est la seule véritable voie vers la paix et que celle-ci doit être globale et définitive. Pour ce qui est des détails, si l'on veut que la solution soit trouvée dans le cadre arabe, il faut que les conditions à cet effet soient réunies, après quoi l'Iraq et l'Arabie saoudite seraient parmi les parties entre lesquelles un dialogue direct devrait s'instaurer au premier chef.

ABC News : Avez-vous eu des entretiens?

Le Président : Nous n'avons pas eu d'entretiens.

ABC News : Allez-vous entamer un dialogue?

Le Président : Pour notre part, nous toujours disposés à dialoguer avec les parties concernées.

ABC News : Vous dites Monsieur le Président que si l'on veut une solution arabe à cette crise, les deux parties importantes sont l'Iraq et l'Arabie saoudite; or, il y a une coalition internationale en Arabie saoudite, quelles sont alors les autres parties qui pourraient participer à un dialogue en vue de rechercher une solution internationale?

Le Président : Au plan bilatéral, les deux parties les plus importantes entre lesquelles doit s'instaurer un dialogue approfondi et global couvrant toutes les questions, dans la perspective d'une paix globale dans la région sur la base d'une solution internationale, sont l'Iraq et les Etats-Unis d'Amérique. Naturellement, ce dialogue déboucherait sur des décisions en bonne et due forme, dans le cadre du Conseil de sécurité, de la part des cinq membres permanents du Conseil, auxquels devraient s'ajouter, à notre avis, l'Allemagne et le Japon.

ABC News : Existe-t-il à l'heure actuelle un dialogue entre vous et les Etats-Unis d'Amérique?

Le Président : Lors de sa dernière rencontre avec un haut responsable des affaires étrangères américain, notre ambassadeur à Washington a été informé que les Etats-Unis estimaient que le dialogue devait désormais passer par l'Ambassadeur d'Iraq à Washington et le Chargé d'affaires américain à Bagdad. Il est évident que, conçu de la sorte, le dialogue se limite à la communication des positions de chacun et non à un échange.

ABC News : Mais comment un dialogue pourrait-il s'instaurer entre vous et le Président Bush? Voulez-vous d'un tel dialogue et quelle importance lui accordez-vous?

Le Président : nous disons, et nous l'avons toujours dit, qu'il est de l'intérêt de tous que le dialogue ne soit jamais rompu entre ceux qui ont des problèmes à résoudre. Le dialogue est la démarche normale face un problème aussi complexe; tous les problèmes de la région sont complexes et leur solution est une oeuvre de longue haleine qui nécessite patience et dialogue. Lorsque M. Bush sera prêt à entamer un tel dialogue, les modalités concrètes ne seront pas difficiles à mettre au point.

ABC News : Pourtant le Président Bush a déclaré à maintes reprises qu'il était disposé à engager un dialogue une fois que vous vous seriez retirés du Koweït.

Le Président : Je ne vois là aucun élément de dialogue; il s'agit bel et bien d'une capitulation. Que resterait-il à négocier après? Va-t-il aborder avec nous la question de savoir si l'occupation du tombeau du prophète et de la Kaaba doit se poursuivre et si le blocus qui nous est imposé doit être maintenu. Ce n'est pas l'idée que nous nous faisons du dialogue. Il s'agit là d'une capitulation pure et simple. Ce que nous ne sommes pas prêts à accepter.

ABC News : Comment surmonter ce problème?

Le Président : Par le dialogue. Quel que soit le problème, le dialogue est le seul moyen de parvenir à un règlement équilibré fondé sur le respect de la dignité, des positions et des vues des parties concernées et sur le non-recours à la force ou à la menace de la force.

ABC News : Etes-vous sincère, Monsieur le Président, lorsque vous affirmez, comme vous venez de le faire à l'instant, que vous êtes prêt au dialogue? Est-ce que cela signifie que la position du Koweït est négociable?

Le Président : Tout ce que je dis, je le pense vraiment. J'ai affirmé que le dialogue devait englober tous les problèmes de la région et se dérouler selon les mêmes critères du point de vue humanitaire, politique et juridique. A ceux qui disent, par exemple, que l'Iraq doit appliquer intégralement les résolutions du Conseil de sécurité, résolutions qui ont été adoptées sans qu'il ait son mot à dire, nous répondons que ce ne sont pas les seules résolutions ayant trait aux problèmes de la région à avoir été adoptées par le Conseil de sécurité.

ABC News : Pour être plus précis, disons qu'il s'agit de résolutions de l'Organisation des Nations Unies dans lesquelles il vous est demandé de vous retirer du Koweït.

Le Président : Ce sont des résolutions des Etats-Unis. S'il s'agissait vraiment de résolutions de l'ONU, le Président Bush et son Ministre des affaires étrangères n'auraient pas eu à recourir à la politique du bâton et à brandir des menaces économiques contre le Japon et certains pays européens pour les amener à prendre des engagements à l'égard des forces envoyées en Arabie saoudite. Dans ces résolutions, les Etats-Unis se sont donc écartés du principe de l'équilibre international. Certaines résolutions antérieures du Conseil de sécurité, qui avaient été élaborées alors que les Etats-Unis participaient à un équilibre général, étaient plus justes. Je dirai même que celles-ci sont justes et celles-là injustes. Pourquoi ne les applique-t-on pas, si on cherche vraiment à instaurer une paix globale dans la région. Les Etats-Unis sont-ils, par exemple, disposés à traiter de la même manière toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux problèmes de la région et à imposer, comme ils le font pour l'Iraq, des sanctions à toutes les parties qui refusent d'appliquer ces résolutions? Il s'agit là d'une des questions importantes qui nous permettraient de savoir si l'objectif est l'application des règles du droit international et de l'éthique universelle ou d'une démarche sélective visant à embarrasser tel ou tel Etat, en prévision d'une agression préparée de longue main.

ABC News : Pouvez-vous expliciter votre réponse, car je ne sais pas, Monsieur le Président, si je vous ai bien compris. Voulez-vous dire que vous seriez disposé à engager des pourparlers au sujet du retrait du Koweït si les Etats-Unis étaient prêts à adopter une attitude ferme à l'égard d'Israël en ce qui concerne l'occupation de territoires arabes?

Le Président : Nous sommes disposés à oeuvrer dans le même esprit à l'instauration d'une paix globale dans la région, toutes les questions devant être abordées sous tous leurs aspects et selon les mêmes critères. Vous avez peut-être pris connaissance de la déclaration faite par l'ancien Premier Ministre britannique, M. Edward Heath, au sujet du Koweït. M. Heath, qui n'est pas iraquien, dit en substance ce qui suit : "Comment ne pas dialoguer avec Bagdad? Jusqu'à quelles frontières veut-on que Bagdad se retire? Jusqu'à celles que j'ai tracées moi-même ou à celles qui sont le résultat des empiètements successifs des émirs du Koweït". Il y a aussi ceux qui affirment que les frontières du Koweït correspondaient à l'enceinte de la ville. Jusqu'où l'Iraq doit-il, par conséquent, se retirer, jusqu'aux limites de cette enceinte ou plus loin encore? Tout cela illustre bien qu'en la matière, la condescendance n'est pas de mise et qu'il faut s'asseoir à la table des négociations en vue de parvenir à un règlement d'ensemble des problèmes de la région et de rétablir chacun dans ses droits.

ABC News : Vous détenez, Monsieur le Président, en ce qui concerne l'avenir du Koweït les principaux atouts. Pouvez-vous indiquer sur quelles bases sera examinée la question du Koweït. Quelle est votre position en ce qui concerne les frontières du Koweït et comment envisagez-vous le règlement de ce problème?

Le Président : Des frontières ont été tracées sans que l'Iraq ait son mot à dire. La Grande-Bretagne a décidé d'en ériger là où il n'y en avait pas. Qui plus est, les émirs du Koweït n'ont cessé de déplacer les frontières tracées par M. Heath, c'est-à-dire par le Foreign Office. Il suffit d'ailleurs de consulter les livres d'histoire contemporaine pour se rendre compte qu'au départ le Koweït se trouvait à l'intérieur d'une enceinte baptisée Mur du Koweït. Il n'est pas dans mon propos d'examiner ici le tracé des frontières, car si je me mettais à exposer dès à présent mes positions fondamentales à l'égard du Koweït, de la question de Palestine ou de la question du Liban, que resterait-il à négocier? Je voudrais poser une question à l'Administration américaine : pourquoi insiste-t-elle sur un retour au statu quo ante? A-t-elle l'intention de donner à l'Emir du Koweït 20 nouvelles épouses américaines qui iraient s'ajouter aux 70 qui sont déjà dans son harem? Ou voudrait-elle prolonger le règne de l'Emir pour qu'il accroisse de 60 milliards la fortune qu'il a déjà amassée au détriment du peuple et de la nation. Voilà ce que veut défendre le Président Bush. Cela ne jure-t-il pas avec les principes américains?

ABC News : Monsieur le Président, je voudrais vous poser une autre question au sujet des possibilités de dialogue avec les Etats-Unis. Pensez-vous qu'il serait utile qu'un émissaire américain s'entretienne avec vous?

Le Président : Si les parties concernées veulent engager un dialogue pour parvenir à la paix, le besoin de procéder à un échange de vues se fera certainement sentir. Nous sommes ouverts au dialogue, si l'objectif est la paix. Mais vous n'ignorez pas que, tout comme le peuple américain, nous sommes un peuple fier, qui n'est pas prêt à se rabaisser au point de quémander le dialogue, même si son interlocuteur est le Président de la plus grande puissance mondiale. J'avais déjà proposé un débat télévisé entre nous deux pour permettre au peuple américain de connaître les faits et pour informer l'opinion publique en général; or, la réponse a été hautaine, arrogante, grossière et hâtive : ni dialogue, ni débat.

ABC News : Monsieur le Président, ma question ne porte pas sur le débat général sur cette question; la question est de savoir si vous estimez que vos vues sont clairement transmises au Président Bush et, sinon, si vous estimez qu'il vaudrait mieux qu'un envoyé du Président Bush vienne s'entretenir avec vous à ce sujet?

Le Président : Nous croyons que le Président Bush a pris des décisions hâtives et l'une des raisons de cette précipitation tient à la confusion qui entoure certaines questions historiques ou certains faits. Aussi sommes-nous parfaitement convaincus que si l'Administration américaine s'ouvre au dialogue, elle découvrira des faits nouveaux que l'on ne saurait voir lorsqu'on est sous le coup de la colère et de l'émotion.

ABC News : Monsieur le Président, l'une des questions qui suscite la colère de millions d'Américains est celle des otages retenus en Iraq. Comment pouvez-vous croire, Monsieur le Président, que cette question puisse contribuer à un règlement pacifique de la crise?

Le Président : Les Américains ne sont pas les seuls à être en colère; je suis moi-même en colère car il est pénible qu'un homme soit retenu, c'est-à-dire interdit de voyage, alors qu'il ne veut pas de la guerre. Tel est d'ailleurs le cas d'un certain nombre d'Américains et d'Européens. C'est la seule décision qui nous embarrasse, non pas par crainte de quiconque, mais par respect de l'être humain en tant que tel. Notre seule excuse est qu'il leur est interdit de voyager pour qu'ils soient un facteur qui fait hésiter quelque peu les va-t-en guerre en leur rappelant la tragédie humaine que pourrait provoquer l'ouverture des hostilités. Car si ces derniers n'ont cure de ce qui adviendra de 10 millions d'Iraqiens en cas d'attaque, ils se rappelleront peut-être ce petit nombre d'Américains et de Britanniques, partant, leur devoir humanitaire, et réfléchiront bien avant d'agir. Ainsi, ils s'engageront peut-être sur la voie de la paix et non sur celle de la guerre. Autrement dit, ce flottement donnera à ceux qui ont pris une décision erronée une occasion qui pourrait servir la paix.

ABC News : Monsieur le Président, je ne veux pas parler des Américains, mais il sera peut-être utile de préciser que lorsque les Américains vous entendent dire qu'il vous est pénible de retenir ces otages, [ils peuvent vous rétorquer que] cette question les chagrine plus que toute autre et que ces otages sont retenus ici en Iraq. Les Américains n'entendront que ce qui leur indique que ces otages seraient libérés. Ne croyez-vous pas que la libération de ces otages et la levée de l'interdiction de voyage qui les frappe contribueront à la paix?

Le Président : Oui, sous peu si Dieu le veut. Si nous constatons que la guerre n'est pas imminente et si nous percevons des indices qui indiquent que les responsables américains commencent à envisager de nouvelles approches, il faudra bien permettre à tous de jouir pleinement de la liberté. Nous espérons toutefois que les Américains qui se soucient du sort des quelques compatriotes qui se trouvent en Iraq se rappelleront que l'Administration américaine a interdit de voyage, détenu et privé de pain et de médicaments 18 millions d'Iraqiens et non de dizaines de personnes, comme c'est le cas des Américains.

ABC News : Vous parlez des sanctions économiques contre l'Iraq?

Le Président : Oui, les sanctions économiques sont injustes et illégales. Dans l'histoire de l'humanité, il n'est jamais arrivé qu'un peuple soit privé de médicaments. Il est inacceptable de priver même un prisonnier de nourriture et de médicaments.

ABC News : Vous savez, Monsieur le Président, que l'Organisation des Nations Unies n'a pas interdit les livraisons médicales et alimentaires dans le cadre des sanctions?

Le Président : Dans la pratique, elles le sont. En voici un exemple : A bord de l'un des pétroliers qui ont été inspectés de force dans le Golfe, dans les eaux territoriales de l'Oman, les rations des matelots ont été saisies et confisquées par des soldats américains et britanniques. Vous pouvez en avoir confirmation en vous entretenant avec les matelots. Maintenant, les cardiaques meurent faute de médicaments dans les pharmacies. Des dizaines de cas ont été enregistrés ici en Iraq et il en va de même pour les cancéreux qui ont besoin d'un type de médicament

bien déterminé qui n'est pas disponible dans les pharmacies. De même, les enfants qui souffrent de certaines maladies, dont le traitement exige des médicaments qui ne sont pas produits localement, meurent faute de livraisons médicales à l'Iraq. Autant de faits qu'il faut porter à la connaissance du peuple américain pour qu'il se rende compte de l'atteinte portée à ses principes et aux principes de la liberté et de l'humanisme qu'ils évoquent depuis la Révolution américaine. Il s'agit là de faits et non de propagande et vous pouvez vous en assurer auprès de la population iraquienne et des médecins.

ABC News : Monsieur le Président, je voudrais quelques éclaircissements sur la question des otages américains et autres qui se trouvent en Iraq. Vous avez dit "si la guerre n'est pas imminente". Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par là. Vous avez également dit que les otages n'en auront pas pour longtemps en Iraq et qu'il est possible de les libérer s'il s'avère que la guerre n'aura pas lieu.

Le Président : Si le Président Bush avait la moindre considération humaine pour les personnes interdites de voyage, il aurait déclaré qu'il n'y aurait pas de recours à la force contre l'Iraq. Un tel engagement solennel nous suffirait pour autoriser tous les étrangers à quitter l'Iraq.

ABC News : Un engagement de ne pas attaquer l'Iraq en tant que pays ou de ne pas attaquer les forces iraquiennes au Koweït?

Le Président : Le tout revient au même et c'est un tout indissociable. Ne parlerait-on pas d'agression si nous disions qu'on allait attaquer les Etats-Unis et non pas la Californie, par exemple? Alors, une agression est une agression, qu'elle soit dirigée contre le gouvernorat de Sulaymaniyah ou le gouvernorat du Koweït.

ABC News : Si la guerre vient à éclater entre l'Iraq et les forces de coalition contre l'Iraq, qui, à votre avis, remportera la victoire?

Le Président : Tout d'abord, je ne souhaite pas la guerre, car c'est quelque chose d'horrible dans tous les cas, et les Etats-Unis et leurs alliés ne sont pas forcés à livrer une bataille sanglante. Si la guerre n'a pas lieu, en quoi cela portera atteinte à la dignité, à la souveraineté ou à la sécurité des Français, des Américains ou des Britanniques? Ce serait une conception simpliste que de s'imaginer que l'Iraq sera défait dans une guerre, car je n'ai lu nulle part qu'un peuple a été défait dans des circonstances similaires à celles qui prévalent en Iraq, du simple fait que d'autres éprouvent le désir irrésistible de défaire ce peuple. Les Américains se battront lorsque leur souveraineté, leur sécurité et leur dignité seront menacées. Tel n'étant pas le cas, nous n'imaginons pas que les citoyens américains garderont la même attitude que l'Administration américaine voudrait bien qu'ils adoptent, avec la poursuite de la guerre.

ABC News : Monsieur le Président, nous avons évoqué la question des otages, question qui intéresse les Américains. L'autre question concerne la relation présumée entre vous, Abou Abbas et Abou Nidal; pouvez-vous nous préciser la nature de cette relation?

Le Président : Qu'entendez-vous par relation?

ABC News : On croit couramment en Occident qu'Abu Abbas et Abou Nidal peuvent opérer librement à partir de l'Iraq.

Le Président : Nul ne peut opérer à partir de l'Iraq autrement que conformément aux principes généraux internationalement respectés, ou, disons, internationalement consacrés. Quant à Abou Nidal et à Abu Abbas, ce sont des citoyens arabes dont nous avons une opinion différente de celle des Américains. Ce sont des combattants qui luttent pour la libération de la Palestine. Comme tout un chacun, il se peut qu'ils aient commis des erreurs. En tout état de cause, nous ne considérons pas l'erreur commise par celui dont le territoire est occupé et le peuple dispersé de la même façon que nous considérons celle commise par quelqu'un qui n'a pas subi la même humiliation. C'est ainsi que vous dites, par exemple, que ces deux personnes sont des fedayin.

ABC News : Des terroristes.

Le Président : Les appréciations diffèrent. Pour nous autres, ce qualificatif ne s'applique pas à une personne mais à des actes. Ce sont des combattants de la liberté et non pas des bandits de grand chemin. Par exemple, si le Président Bush déclenche la guerre contre l'Iraq, ne tuerait-il pas des enfants, des femmes, des vieillards, des civils et des militaires? De notre point de vue, nous considérerions un tel comportement comme un comportement terroriste. Je dirai même que brandir la menace du recours à la force relève du terrorisme international, alors que le Président Bush, par exemple, n'est pas de cet avis. En tout état de cause, nous conseillons aux combattants palestiniens d'éviter de commettre une erreur qui risque de ternir leur image.

ABC News : Vous considérez donc, Monsieur le Président, le détournement de l'Achille Lauro par Abu Abbas dans la Méditerranée comme une erreur, et est-ce que vous considérez également comme une erreur l'attentat perpétré dans l'aéroport de Rome par Abou Nidal?

Le Président : Je n'entre pas dans les détails. J'ai dit que les erreurs doivent être assumées par leurs auteurs et vous savez quelle est la politique de l'Iraq.

ABC News : Monsieur le Président, vous avez beaucoup parlé aujourd'hui du rôle dirigeant de l'Iraq au sein du monde arabe; qu'en est-il de ce rôle dirigeant sur le plan moral?

Le Président : Je n'ai pas parlé du rôle dirigeant au sein du monde arabe dans le sens littéral du terme. J'ai parlé de l'Iraq en tant que partie intégrante d'une nation, à savoir la nation arabo-musulmane.

ABC News : Vous avez également dit, Monsieur le Président, que si le Président Bush attaquait l'Iraq, son action serait considérée comme un acte terroriste. Si la guerre venait à éclater entre l'Iraq, les Etats-Unis et les forces alliées déployées en Arabie saoudite, est-ce que vous attaqueriez Israël à l'arme chimique et biologique même s'il ne vous attaquait pas? Et est-ce que vous utiliseriez l'arme chimique et biologique contre les forces qui vous opposent?

Le Président : Nous attaquerons quiconque nous attaquera. Quant au type d'armes à utiliser, nous émettons le voeu qu'aucune ne soit utilisée. Cela dit, lorsqu'une guerre éclate, tous les voeux ne sont pas exaucés, car lorsque la guerre éclate selon l'hypothèse que vous évoquez, il ne s'agira pas là d'une décision rationnelle mais d'une décision du démon. Or nous ne savons pas ce que dictera le démon aux décideurs américains et israéliens; par contre, nous sommes sûrs que nous ne nous inclinons que devant Dieu, l'Unique.

ABC News : Pourquoi éprouvez-vous le besoin de vous doter d'armes chimiques et biologiques? Et pourquoi éprouvez-vous le besoin de vous doter de l'arme nucléaire?

Le Président : Car Israël possède l'arme chimique, biologique et nucléaire, proclame ses visées expansionnistes aux dépens des Arabes et occupe des territoires arabes. Il a également rejeté toutes les résolutions du Conseil de sécurité lui enjoignant de se retirer des territoires arabes et palestiniens occupés. Nous estimons donc que la paix exige parfois un certain équilibre des forces. Cela dit, contrairement aux rumeurs, nous ne possédons pas d'arme nucléaire. Il semble qu'il s'agit là d'un nouvel objectif dont nous avons commencé à entendre parler ces dernières semaines et que l'Administration américaine et la Grande-Bretagne ont ajouté à la série d'objectifs, sans cesse modifiée, pour justifier leurs actes d'agression contre l'Iraq. Notez le manque d'équité! La presse américaine, les médias américains et les hommes politiques américains qui sont au pouvoir parlent des armes chimiques iraqiennes sans évoquer les armes chimiques, bactériologiques et nucléaires que possède Israël. Notez le mépris qu'ont pour l'Arabe et le musulman certains hommes politiques occidentaux qui considèrent que l'Arabe et le musulman sont à un stade d'évolution inférieur et que les autres sont à un autre stade! Si les Etats-Unis et Israël répondent à votre question en indiquant qu'ils n'auront pas recours à l'arme nucléaire, je saurai alors répondre clairement à votre question.

ABC News : Au sujet des négociations en cours et de la nécessité d'instaurer la paix dans la région, voyez-vous un moyen de parvenir à la maîtrise des armements de destruction massive? Et y a-t-il moyen d'assurer que de telles armes ne seront pas utilisées?

Le Président : Bien sûr, il existe un moyen : instaurer la paix, et prévoir dans l'accord à ce sujet la maîtrise de tous ces types d'armements, en tant que partie intégrante de la paix globale... L'Iraq est prêt à accepter cela.

ABC News : Est-ce que dans un tel cadre, l'Iraq serait disposé à vivre en paix avec Israël?

Le Président : Nous avons parlé de paix globale et nous n'excluons personne de cette définition.

ABC News : Je ne voudrais pas vous importuner par cette question, mais avez-vous pensé, Monsieur le Président, à appeler le Président Bush au téléphone?

Le Président : Si le Président Bush prend l'initiative de m'appeler au téléphone, je serai à l'autre bout du fil.

ABC News : Monsieur le Président, je vais conclure cette interview par où nous avons commencé... Je voudrais tout d'abord vous demander comment vous appréciez les perspectives de paix: est-ce que la région se dirige vers la guerre ou vers la paix... Je veux dire concrètement et non en termes de simples vœux.

Le Président : Nous implorons le Seigneur tout puissant de bénir les efforts de ceux qui oeuvrent à la paix et de terrasser ceux qui poussent à la guerre, mais nous sommes actuellement submergés par une avalanche de déclarations essentiellement caractérisées par les menaces et non par l'appel au dialogue, et ce, de la part des dirigeants américains et britanniques. Cela dit, les hommes de bonne volonté, qu'ils soient simples particuliers ou hommes politiques qui ne sont plus au pouvoir, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou dans le reste du monde, sont de plus en plus nombreux, et ce digne aéroplane qui appelle à la paix et au dialogue ne cesse de se renforcer.

ABC News : Monsieur le Président, vous me donnez l'impression de penser que le peuple américain n'a pas la volonté suffisante ou le désir de s'engager dans une guerre de longue durée dans le Golfe, pensez-vous réellement cela?

Le Président : Je suppose que d'un point de vue humanitaire, objectif et pratique, il n'est pas dans l'intérêt du peuple américain d'entrer en guerre contre l'Iraq, et donc une guerre contre la nation arabe et contre tous les musulmans. Je suppose donc que les partisans actuels de la guerre parmi le peuple américain découvriront un jour qu'ils ont été leurrés par ceux qui auraient décidé de déclencher celle-ci, qu'à Dieu ne plaise, et ils se retourneront alors contre ceux qui les ont entraînés dans cette voie.

ABC News : Monsieur le Président, le Ministre américain des affaires étrangères va entamer une tournée dans plusieurs pays pour solliciter leur soutien en vue de l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité autorisant l'emploi de la force contre l'Iraq si celui-ci ne se retire pas du Koweït, ce qui renforcera considérablement les pressions exercées sur l'Iraq, n'est-ce pas?

Le Président : C'est certain, mais regardez bien qui tente d'influencer qui... Vous me dites qu'il s'agit de résolutions du Conseil de sécurité alors que je vous dis qu'il s'agit de résolutions américaines et que Thatcher s'active beaucoup dans ce sens, la preuve étant que ce sont le Gouvernement américain et le Gouvernement Thatcher qui ont pris l'initiative de toutes ces résolutions. Chaque fois que l'on a voulu adopter une résolution, les démarches étaient le fait du Ministre américain des affaires étrangères et celui qui prenait contact avec les parties concernées était le Président Bush, et non l'inverse.

ABC News : Mais toutes ces résolutions ont été adoptées par consensus, Monsieur le Président, n'est-ce pas?

Le Président : C'est vrai, elles ont été adoptées par consensus, mais lorsque dans une réunion, il y a déséquilibre entre les parties, le consensus ne reflète pas forcément la volonté réelle de celles-ci. Que peuvent faire les petits pays face à l'Amérique au Conseil de sécurité, par exemple? Si les Etats-Unis menacent de ne plus leur livrer des céréales, certains pays qui ne peuvent en acheter ailleurs sont obligés de se soumettre. En outre, il y a des questions sur

lesquelles certaines grandes puissances sont d'accord avec les Etats-Unis sur le plan juridique, mais, si ce n'étaient les pressions américaines, ces puissances auraient trouvé les moyens propres à éviter une catastrophe pour les Etats-Unis ou auraient aidé ceux-ci à ne pas s'engager dans la voie désastreuse de la guerre... Or, le Gouvernement américain s'est empressé de faire adopter ces multiples résolutions successives et cette précipitation ne peut que conduire à la catastrophe.

ABC News : La question que je posais au début à propos de la possibilité d'un dialogue téléphonique entre vous et le Président Bush n'avait pas qu'un caractère anecdotique. Pensez-vous sérieusement qu'un tel dialogue soit possible et quels problèmes pourraient être résolus dans ce cadre?

Le Président : Le dialogue véritable est le dialogue direct, d'homme à homme. La correspondance et le téléphone ne peuvent faire l'affaire, ils ne peuvent se substituer à un contact direct lors d'une rencontre caractérisée par des rapports humains et présupposant la volonté sincère de ne pas faire preuve d'arrogance et de ne pas recourir à des procédés arbitraires. C'est ainsi que cela doit se passer. Si ces conditions ne sont pas remplies, la correspondance est importante, et les communications téléphoniques aussi, en ce qu'elles sont préférables à la rupture. La rupture des contacts entre les parties concernées conduit toujours à des malentendus qui ne contribuent guère à la paix.

ABC News : Monsieur le Président, après toutes ces discussions sur les risques de guerre ... puis-je considérer que vous avez dit que tout est négociable dans cette crise?

Le Président : Nous n'excluons rien du dialogue, ni de la recherche d'une solution acceptable par toutes les parties audit dialogue. Celui-ci doit porter sur toutes les questions en suspens et sur l'application des décisions prises... Nous n'excluons aucun élément.

ABC News : Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le Président : Je me félicite de ce dialogue approfondi... Je vous prie de transmettre mes vœux au peuple américain à l'occasion de la journée de l'action de grâces, le 22 novembre.

ABC News : Je dois vous dire qu'en cette journée-là, le vœu le plus cher qu'exprimera le peuple américain sera le retour des otages.

Le Président : Lorsque nous pourrons être assurés que les femmes et les enfants irakiens ne seront pas tués à cause de va-t-en guerre forcenés, notre bonheur sera égal à celui du peuple américain lorsque tous les Américains et tous les étrangers seront libres de quitter l'Iraq ou d'y rester, comme c'est leur droit en tant qu'êtres humains. Le peuple américain peut toujours compter sur un comportement humanitaire de notre part.

ABC News : Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le Président : Je vous remercie infiniment.